

RWANDA

LE NETTOYAGE ETHNIQUE CONTINUE DANS LES MONTAGNES RWANDAISES

Au cours de leurs missions de reconnaissance dans les montagnes autour de Misesero, les soldats français découvrent des groupes de Tutsis qui se cachent depuis avril, traqués par les milices hutues. Les militaires attendent des moyens et une décision politique pour installer de nouveaux camps de réfugiés. Reportage.

Quatre cents tonnes d'aide arriveront dans les prochains jours à Goma (est du Zaïre). Ce nouveau dispositif doit permettre de répondre en priorité aux besoins des civils. Dans Kigali, d'intenses combats reprenaient hier soir après une journée presque calme. Profitant de la relative accalmie, le CICR a évacué de son hôpital surpeuplé, en zone gouvernementale bombardée en permanence, 40 blessés vers la zone rebelle. Le général Roméo Dallaire, qui commande la Minuar, a expliqué que l'opération française contribue à compliquer encore sa tâche et que depuis qu'elle a commencé, il n'a plus aucun contact avec la direction militaire du FPR.

Province de Kibuye, envoyé spécial amenez-nous avec vous. Dites-nous où nous pourrions nous rejoindre. Ici, tout le monde veut vivre avec vous. » Eric Nzaihimana, instituteur, est le chef du groupe d'une centaine de Tutsis surgis des broussailles au passage du détachement de soldats français qui arpentent les montagnes boisées à une trentaine de kilomètres

au sud-est de Kibuye, à deux heures par des pistes à peine praticables de Misesero. Une douzaine de fusiliers-commandos de l'air sont arrivés là dès lundi après-midi pour effectuer une reconnaissance sur la base d'un renseignement. C'est la première fois que les Français s'enfoncent dans les montagnes de la région. La rumeur faisait état de forces du FPR (Front patriotique rwandais), plusieurs milliers d'hommes, qui se cachaient dans les bois et attaquaient le soir les villages hutus des environs. Mais les hommes et adolescents tutsis qu'ils ont découverts là ne sont pas des guerriers. Tout juste des fantômes émaciés, en guenilles, qui survivent sur les hauteurs depuis avril dernier. Tout de suite après l'assassinat du président Habyarimana, disent-ils, les Hutus ont massacré la plupart de leurs femmes et de leurs enfants et brûlé leurs maisons.

Dans un fossé, un cadavre est abandonné en décomposition. Juste à côté, un trou hâtivement recouvert de branches laisse dépasser deux paires de pieds. « Ils viennent chaque jour avec des armes pour nous tuer. Par groupes de trois cents. Quelques soldats des

FAR (Forces armées rwandaises), des miliciens, des gendarmes et des civils hutus. Aujourd'hui, cinq d'entre nous ont été tués. Ils se cachaient dans des broussailles à deux kilomètres d'ici. Les assaillants ont fui quand ils ont entendu les hélicoptères (des forces françaises) qui survolaient le secteur. » Eric Nzaihimana parle d'une voix calme, dans un français parfait. D'un geste, il désigne la direction où s'est produit l'accrochage. Prudents, les militaires français se sont mis en position de combat.

Pour prouver les faits, quelques Tutsis sont allés chercher le cadavre de l'un d'eux qu'ils ont déposé aux pieds des soldats. Ce jeune homme venait à l'évidence d'avoir la gorge tranchée, après avoir été blessé par balles, quelques heures plus tôt. Cela correspondait aux coups de feu entendus depuis la vallée. A côté, un gamin découvrant sa fesse gauche sanguinolente, déchirée d'un coup de machette. Rompu aux opérations à risque, les fusiliers-commandos de l'air détournent la tête. Combien sont-ils à errer ainsi comme un gibier traqué dans les montagnes, se nourrissant du sorgho cueilli en hâte avant la récolte? « Plus de

10 000 qui se dissimulent par petits groupes dans les dizaines de collines du secteur de Misesero », assure l'instituteur. Son groupe, armé de simples bâtons et de rares lances, devient nerveux. Des jeunes viennent de reconnaître le civil hutu qui nous avait accompagnés depuis le village de Mubuga. « C'est lui qui dirigeait les assassins. » Les commandos l'entourent pour le protéger.

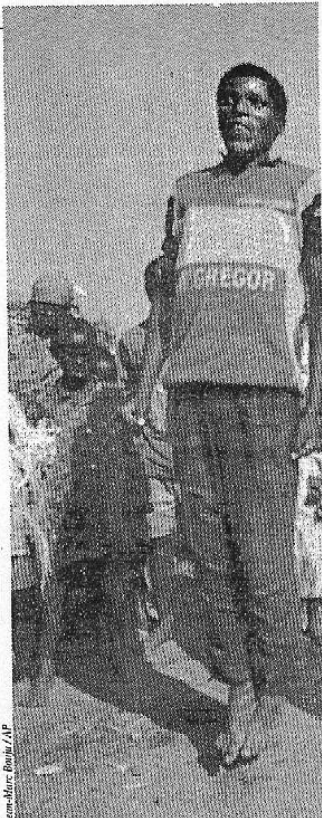
Juste avant cette rencontre, les Français ont dépassé une voiture, un énorme drapeau tricolore plaqué sur le capot, un autre aussi grand accroché à une hampe. A son bord, deux soldats des FAR. « En faisant comme cela, ils diminuent le risque d'être attaqués. On les prend de loin pour des Français », explique le guide hutu. Deux heures plus tôt, les militaires français avaient pu constater de visu la haine tenace vouée encore aujourd'hui par les Hutus à la minorité tutsie. Haine attisée, guidée par les autorités hutues, qui contredit les propos pacifiques, voire réconciliateurs, tenus par le gouvernement intérimaire. Des voyageurs avaient signalé des massacres de Tutsis près du village de Mont Nyarugati, toujours dans le secteur de Misesero.

A l'entrée du village hutu, l'accueil est symptomatique. Ivre d'alcool de bananes, machette brandie de manière belliqueuse, un villageois effectue une danse du sabre devant un soldat français ébahi. A côté, un policier en civil, médaille à l'effigie du président Habyarimana accrochée à la poitrine, donne sa version: « Il y avait ici cinquante Tutsis (sur 600 habitants). Tous sont partis ou morts. Tous femmes, les vieux, les adultes. Tous

Des civils déplacés, à

complices des malfaiteurs (le FPR). » Les enfants aussi? La réponse est terrible: « Oui, les enfants aussi, car les enfants sont les complices des complices. » Il ajoute: « J'en ai tué huit, de ces malfaiteurs. » Le policier explique qu'il assure, sur ordre du bourgmestre de la région, « la défense contre les malfaiteurs cachés dans les forêts » qui, selon lui, « attaquent les villages la nuit ». Tout autour du village, à flanc de montagne, des dizaines de maisons de terre sans toits, brûlées de l'intérieur, témoignent de la violence de l'épuration des villages.

Des attaques de Tutsis, nous ne verrons qu'un signe: la joue recousue d'un jeune Hutu victime d'un coup de machette. Devant la supplique des Tutsis des montagnes, le chef des commandos de l'air, le lieutenant-colonel « Diego » (un nom de code radio). Il souhaite garder l'anonymat) est très embarrassé. « Il sera possible de venir vous chercher quand l'aide humanitaire sera arrivée. Nous allons reve-



James M. Baylis/AFIP

Barril accuse les «terroristes» du FPR

L'ancien chef de la cellule antiterroriste de l'Élysée estime que l'attentat contre l'ancien Président rwandais était le fruit d'un complot tutsi.

Le capitaine de gendarmerie Paul Barril, ancien membre de la «cellule antiterroriste» de l'Élysée constituée pour partie de spécialistes du Groupe d'intervention de la gendarmerie nationale (GIGN), a réitéré mardi ses accusations contre le Front patriotique rwandais (FPR). Intervenant lors du journal de 13 heures de France 2 au cours duquel il a présenté la fameuse boîte noire de l'avion du président rwandais Habyarimana abattu le 6 avril à Kigali (lire Libération du 28 juin), il accuse «les terroristes du FPR» d'être responsables de cet attentat.

Précisant qu'outre certains enregistrements entre la tour de contrôle et l'avion présidentiel, il détenait des photos satellitaires de la frontière entre l'Ouganda et le Rwanda, prises le soir de l'attentat, il a affirmé qu'il s'agissait bien d'un complot. En effet, les clichés montrent «des camions qui se précipitent en masse à l'assaut du Rwanda et des forces gouvernementales», ce qui est le signe d'une action conjuguée. Barril ajoute qu'il a récupéré les lance-

missiles ayant servi à l'attentat. Lance-missiles qui, toujours selon lui, n'ont pu être manipulés que par des instructeurs étrangers, vraisemblablement belges, puisqu'il prétend que l'armée régulière rwandaise posséderait des enregistrements de conversations entre militaires du FPR sur lesquels on entend des Occidentaux s'exprimer, en anglais, avec l'accent belge.

Au-delà de ces considérations «techniques», Barril prend visiblement fait et cause pour les forces gouvernementales rwandaises qui, selon lui, seraient victimes d'une agression généralisée des Tutsis du FPR. Il oublie du même coup que ce sont les Tutsis, minoritaires au Rwanda, qui ont fait les frais de cet attentat, puisqu'il a donné le signal d'un massacre généralisé des membres de cette ethnie par les milices gouvernementales hutues.

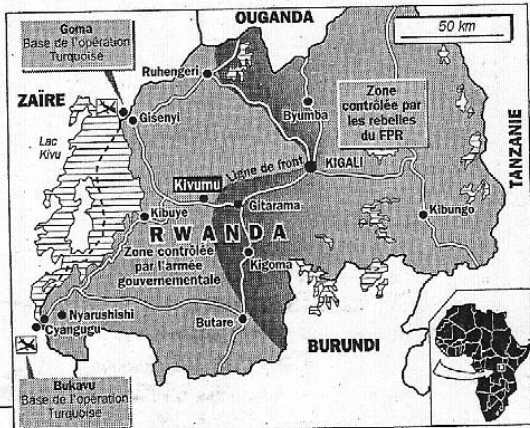
Ce n'est pas la première fois que Paul Barril intervient dans la région. En effet, en octobre 1993, à la veille de l'assassinat du président burundais hutu Melchior N'Dadaye par un groupe de

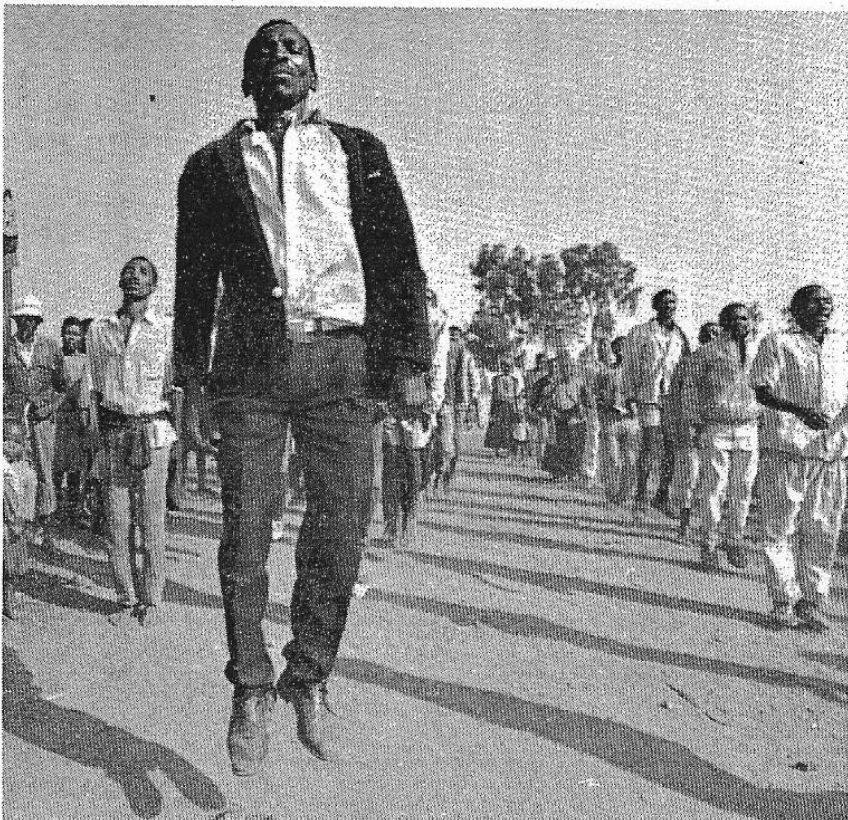
militaires putschistes tutsis, il se trouvait à Bujumbura. Il y avait été appelé par un haut responsable de la sécurité du Président, afin qu'il étudie la constitution d'un groupe de protection rapproché. Certains collaborateurs hutus du Président craignaient, à raison, qu'il soit abattu et renversé par un putsch.

Le jour de l'assassinat du Président, Barril, prévenu de l'imminence d'un complot, était parti. Les putschistes ne le savaient visiblement pas puisque lorsqu'ils ont attaqué le palais présidentiel, ils ont également bombardé l'aile de l'hôtel dans lequel il se trouvait la veille.

Quelques jours plus tard, alors que des extrémistes hutus, prenant le prétexte de la mort du Président (comme au Rwanda plus tard), massacraient allégrement des milliers de Tutsis, Barril était à Kigali. Il retrouvait dans la capitale rwandaise certains exilés hutus du Rwanda, notamment le ministre de la Santé qui lançait par radio des appels à la résistance qui, sur place, au Burundi, étaient compris comme des invitations au massacre des Tutsis.

E.L.





Cyanika (50 km au sud-ouest de Kigali) s'entraînent pour former des milices hutues, lundi.

nir dans quelques jours.» Avec quarante hommes présents sur sa base de Kibuye et disposant seulement de Jeep T4, il n'a pas les moyens de faire plus pour eux. Les Français n'ont pas encore de camions pour les transporter, de médicaments pour les soigner, de vivres pour les nourrir. Pas de camp non plus pour les accueillir. Pour l'instant et pour quelques jours encore, leur travail se limite pour l'essentiel à des reconnaissances du terrain. Pour les Tutsis des montagnes de Misesero, chaque jour qui passe signifie 10, 20, 100 morts ou plus.

En attendant des moyens et une décision politique pour installer de nouveaux camps de réfugiés au Rwanda, les militaires visitent ceux qui existent déjà pour évaluer l'aide qu'il faut y apporter. Hier, un détachement s'est rendu à Kivumu, à l'est de Gitarama, où se trouvent des dizaines de milliers de Hutus fuyant l'avance du FPR qui menace la ville. Ils ont aussi évacué un groupe de 38 religieuses et cinq orphelins recueillies par ces dernières, qui vivaient depuis deux mois sans sortir d'une mission de Kibuye adossée au camp de base des militaires français. Elles avaient survécu aux mois de massacres dans Kibuye même, où plusieurs milliers de Tutsis et Hutus mourraient rassemblés, puis tués, dans l'église et le stade. Avec les sœurs rwandaises, il y avait six religieuses belges et une Anglaise qui avaient refusé d'être évacuées en avril. «Nous partons parce que nous sommes très fatigués. Mais nous reviendrons», dit d'une voix douce une religieuse rwandaise.

Dominique GARRAUD
● Un photographe de l'agence américaine Associated Press, Ricardo Malazan, 29 ans, de nationalité argentine, a été blessé par balle hier après-midi, à Kigali.

L'appel aux armes des organisations humanitaires

Médecins du monde et Médecins sans frontières souhaitent une intervention militaire pour mettre un terme au génocide perpétré au Rwanda.

Les organisations humanitaires ont amorcé avec le Rwanda un virage d'importance lié au fait qu'on assiste dans ce pays à un génocide. Médecins du monde, qui vient de retirer deux équipes menacées d'un côté par le FPR, de l'autre par les gouvernementaux — les deux pour cause d'intervention française — appelle de ses vœux une intervention militaire. «On n'arrête pas les massacres avec des médecins», dit son président Bernard Granjon, mais avec des gens armés. En d'autres termes, si MDM continue de plaider pour des interventions humanitaires, elle souligne que ces missions ne peuvent plus servir d'alibi à l'impuissance des forces de l'ONU.

Médecins sans frontières, qui dispose d'équipes à Kigali du côté des forces armées rwandaises et du côté FPR, comme dans l'est du pays sous contrôle des rebelles, n'a pas eu, jusqu'à présent, à retirer ses équipes. Son président, Philippe Biberson, rappelle qu'après nombre d'interventions privées auprès des autorités françaises et internationales, MSF a lancé un appel à une intervention militaire pour interrompre un «génocide en train de se compléter». Selon MSF, il n'y a pas d'autre solution que de s'y opposer par la force «en arrêtant la main des assassins».

Cela posé, les deux grandes organisations de médecins divergent sur l'action des forces françaises. MSF se refuse à tout procès d'intention: elle attend que les soldats fassent la preuve qu'ils ne sont pas en collusion avec les milices et

les FAR. Qu'ils fassent leur métier en protégeant des populations qui, selon ses informations, ne demandent pas tant une aide humanitaire qu'une «protection dissuasive armée» pour vivre en sécurité. «Si le déploiement de forces remplit cette mission, alors le travail des militaires sera assuré», poursuit Philippe Biberson, et les organisations humanitaires pourront faire leur métier. L'angoisse, bien sûr, vient du fait que toute intervention humanitaire à l'aveugle ne sert qu'à conforter les forces qui contrôlent telle ou telle zone de regroupement plus ou moins forcé.

Médecins du monde soutient une position plus radicale vis-à-vis des forces françaises. Son président considère que l'armée ne peut être utile que si la France annonce publiquement qu'elle «tourne le dos à la politique suivie jusque-là» en reconnaissant qu'elle s'est trompée et en favorisant l'émergence d'un tribunal international qui identifierait et condamnerait les coupables de ce génocide. En effet, les militaires français sont, selon MDM, les moins qualifiés pour arrêter le bras des tueurs et l'organisation plaide pour la mise sur pied, sous impulsion française s'il le faut, d'une force internationale sous l'égide de l'ONU et de l'OUA. Peu coutumières de l'appel aux soldats, les deux organisations insistent en tout cas sur le fait que les rôles des uns et des autres doivent être bien précisés afin que les soldats fassent leur métier pour qu'elles puissent, elles, faire leur.

M.S.

ETATS-UNIS

Clinton fait le ménage parmi ses conseillers

Le Président américain a choisi Leon Panetta, un vieux routier du jeu politique, pour mettre de l'ordre dans le staff de la Maison Blanche.

Washington, de notre correspondant

U sant d'un recours classique pour les présidents dans le besoin, Bill Clinton a annoncé lundi soir un remaniement surprise du personnel présidentiel, dont la décision la plus significative est le remplacement du chef d'état-major de la Maison Blanche, son ami d'enfance «Mack» McLarty, par Leon Panetta, qui était jusque-là directeur de l'OMB (Office of Management and Budget), nom du ministère des Finances dans la structure gouvernementale américaine.

Le changement indique suffisamment la nature des problèmes où avait fini par s'enliser la présidence Clinton. Pour reprendre l'initiative, mettre de l'ordre à la Maison Blanche et préparer dans les meilleures conditions possibles les importantes élections du «mid term» en novembre prochain, Clinton a fait appel à un vieux praticien du jeu politique pour remplacer l'ami de l'Arkansas qu'il connaît depuis l'école maternelle. Panetta «l'insider» remplace McLarty «l'outsider», l'ancien membre (pendant seize ans) de la Chambre des représentants remplace le chef d'entreprise, le professionnel de la politique remplace l'innocent. McLarty demeure à la Maison Blanche en qualité de conseiller personnel de Clinton, et c'est Panetta qui va remettre de l'ordre dans un staff désorganisé et démoralisé, et tenter de remettre la Maison Blanche d'aplomb. Pour le remplacer au Budget, Clinton a choisi Alice Rivlin, 63 ans, qui était jusque-là l'adjointe de Panetta. Enfin, complétant le remaniement, David Gergen, le gourou républicain qui avait été appelé spectaculairement en renfort l'an dernier pour aider à remodeler l'image de la présidence Clinton, ira exercer ailleurs des talents dont la réalité est parfois contestée: Gergen devient conseiller de Warren Christopher, secrétaire d'Etat américain, dans le but avoué de replâtrer, sur le front des médias, l'image de la diplomatie américaine et d'un secrétaire d'Etat dont plus d'un commentateur a déjà entamé par avance la nécrologie politique. A la Maison Blanche, Gergen avait surtout fait un trou dans l'eau, et il lui devenait de plus en plus difficile de demeurer au sein d'une équipe démocrate qui, dans sa majorité, se méfiait de lui.

Clinton boucle ainsi l'itinéraire classique des présidents qui font traditionnellement campagne sur le thème «feu sur Washington», se présentent comme «outsiders» du jeu politique traditionnel, se vantent de leurs racines plongeant au cœur de l'Amérique profonde, jurent de ne jamais perdre le contact avec «le monde réel...» et sont contraints, après un parcours de gaffes, de cafouillis et d'embrouilles, d'appeler aux compétences et au savoir-faire des vieux praticiens du jeu politique tel qu'il est compris dans la capitale américaine. Ce n'est pas que le Président annonce ainsi qu'il renonce aux réformes auxquelles il tient. Tout au contraire même, puisque la nomination de Panetta, son expertise et son expérience,

visent à aider Clinton à faire passer, cet été, la grande réforme de l'assurance santé qui menace d'être prise par les sables. Mais Clinton a fini par se rendre compte qu'il avait besoin d'un organisateur et d'un esprit politique plus que d'un ami proche. La manière dont il a décrit les deux hommes, le sortant et l'entrant, en dit long sur le changement de style: le Président a loué «l'honnêteté» et la «douceur» de McLarty, et insisté sur «l'efficacité» de Panetta.

Le choix de Panetta — et celui d'Alice Rivlin pour présider aux destinées des finances publiques — signifie aussi que Clinton a su choisir deux fortes personnalités qui n'ont pas hésité à lui tenir tête dans le passé, et font partie de ce qu'il est convenu d'appeler à Washington les «faucons du déficit», ceux pour qui la réduction du déficit budgétaire doit figurer en tête des priorités du gouvernement. Pour ces raisons même, les intéressés entretiennent parfois des relations tendues avec les conseillers de Clinton, démocrates plus traditionnels, sensibles aux réalités électorales et enclins à user largement des fonds publics. Indirectement, au moment où le dollar s'affaïsse, ces nominations devaient plutôt avoir pour effet de rassurer les marchés sur la direction de la politique économique et budgétaire américaine.

Pierre BRIANÇON

Un navire américain pour les réfugiés d'Haïti

Rompant avec la pratique des refoulements vers Port-au-Prince des boat people interceptés en mer, les services d'immigration américains autorisent désormais les réfugiés à formuler une demande d'asile et, depuis le 15 juin, leurs dossiers sont examinés à bord d'un navire-hôtel, le *Comfort*, mouillé à Kingston (Jamaïque). Cet accomplissement a eu des conséquences immédiates sur le flux des boat people. De janvier à mai, leur nombre s'était limité à environ 3 000. 1 148 Haïtiens les ont imités du 15 au 24 juin, et 1 265 autres pour la seule journée de lundi. La peur d'un naufrage est désormais atténuée par la quasi garantie, pour les boat people, d'être interceptés très vite après leur départ par la flotte de huit navires et de quinze vedettes des garde-côtes de la Marine américaine chargés de surveiller le blocus. C.L.



LE CHALET DU LAC DE SAINT-MANDE

vous propose à midi
• Son barbecue avec ses brochettes et grillades : 60 à 90F
(orientale, espagnole, bretonne, parisienne, grecque, vietnamite, thaïlandaise, etc.)
• Ses grandes assiettes à 60F (boisson incluse) (mer du nord, charcuterie, italienne, landaise, etc.)
• Son menu enfant à 50F (boisson comprise)

LE CHALET DU LAC DE SAINT-MANDE - ORÉE DU BOIS DE VINCENNES - 75012 PARIS
Réceptions, événements, location de salon, mini-golf 18 trous.
Tous les jours réservations : 43.28.09.89.